

Jean-Daniel Boyer, Simon Hupfel

Les Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique
de Lauderdale :
une critique d'Adam Smith et des « doctrines libérales »¹
contre le système mercantile

Dans sa célèbre histoire de l'analyse économique, Joseph Schumpeter range le comte de Lauderdale, parmi les économistes classiques, dans la catégorie de ceux qui « ont couru aussi »². La position marginale qui lui a ainsi été attribuée dans l'histoire de la science économique a, pendant de longues décennies, freiné l'étude sérieuse et approfondie de son œuvre.³ Se présentant comme une critique de la *Richesse des Nations*, ses *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique*, publiées en 1804, ont la plupart du temps été considérées comme une tentative, stimulante mais infructueuse, de « dépasser » Adam Smith. Parallèlement, les thèses défendues dans son principal et unique ouvrage d'économie politique ont aussi été vues, selon que l'on s'intéressait plutôt à ses théories du capital, de la demande ou de la valeur, comme annonçant, respectivement, les développements de l'école autrichienne, de Keynes, ou de l'économie écologique.⁴ Mais si l'on

¹ Le terme « liberal doctrines » est utilisé par Lauderdale pour décrire le produit des théories des physiocrates, qui ont « inculqué l'impropriété de toute limitation légale, ou de toute interférence dans les transactions commerciales (James Maitland, Comte de Lauderdale (ci-après Lauderdale), 1804, *An Inquiry into the Nature and Origin of Public Wealth*, p. 120-121.

² Selon une expression empruntée au monde des courses hippiques (Joseph A. Schumpeter, 1983 [1954], *Histoire de l'analyse économique*, vol. 2, Paris, Gallimard (tel), p. 143).

³ A l'exception de deux auteurs ayant fourni un travail significatif sur la pensée de Lauderdale. Il s'agit de Morton Paglin, 1961, *Malthus & Lauderdale. The Anti-Ricardian Tradition*, New York, A. M. Kelley, et Herbert F. Thomson, 1970, « Lauderdale's early pamphlets on public finance (1796-1799) », *History of Political Economy*, vol. 2, n°2, p. 344-380, et 1974, « Lauderdale's Doctrine and Policy on the Parliamentary Stage », *Nebraska Journal of Economics and Business*, vol. 13, n°4, p. 92-108. Ces derniers articles constituent sans doute l'apport le plus remarquable de précision.

⁴ Böhm-Bawerk lui confère ainsi une « place assez importante » dans l'histoire de la théorie de l'intérêt, en ce qu'« il inaugure les théories de la productivité indirecte du capital » (E. von Böhm-Bawerk 1890, *Capital and Interest*, Londres, MacMillan, p. 282) et discute abondamment ces thèses. Lauderdale semble d'ailleurs avoir particulièrement intrigué les économistes de l'école autrichienne, comme par exemple Frank A. Fetter, 1945, « Lauderdale's oversaving theory », *The American Economic Review*, vol. 35, n°3, p. 263-283. Ce classement de Lauderdale dans la tradition des penseurs de la suraccumulation, ou de la sous-consommation (voir Michael Bleaney, 1976, *Underconsumptionist theories*, Londres, Lawrence and Wishart) ouvre la question de sa filiation aux analyses de Malthus et de Keynes. On trouve ainsi d'interminables débats sur cette filiation, animés

s'abstient un temps de traiter l'histoire de la pensée économique comme une course de chevaux, pour tenter de saisir le sens du travail de Lauderdale dans sa totalité, en rapport au contexte de sa production, il devient alors possible de comprendre les spécificités et l'originalité de sa pensée, et de mieux juger la valeur des filiations auxquelles il a pu être rattaché.

La première étape d'un tel effort consiste à bien évaluer la position et le but de Lauderdale lorsqu'il écrit ses *Recherches*, dans les toutes premières années du XIXe siècle. Si le titre de l'ouvrage lui-même renvoie immédiatement au célèbre *opus* d'Adam Smith, c'est en réalité moins parce qu'il en constitue une critique radicale que parce qu'il vise à s'opposer aux interprétations fallacieuses qui en ont été faites par les adversaires politiques de Lauderdale.⁵ Il commence ainsi sa réflexion, dès la préface, en regrettant avec Locke « les méprises et la confusion qu'un faux emploi des mots répand dans le monde »⁶, auxquelles « il n'est pas une science qui soit plus exposée [que l'économie politique] ».⁷ La raison de cette forte exposition est que l'économie politique « est nécessairement un sujet de discussion dans tous les rangs de la société, parmi le vulgaire même, chez ces hommes ignorants dont les conceptions grossières ne peuvent se manifester que par des expressions pleines d'inexactitude et d'erreur ».⁸ C'est sur ces inexactitudes et erreurs qu'a prospéré le système mercantile, que Lauderdale désigne comme son ennemi principal.⁹ Bien que Smith en ait montré les incohérences fondamentales, il a aussi succombé à certaines des simplifications qui le fondent, commettant des imprécisions ou des fautes qui l'ont empêché de totalement l'anéantir. C'est la raison pour laquelle un ensemble de politiques caractéristiques de ce système ont récemment pu être conduites, tout en revendiquant l'héritage de Smith, par le gouvernement du premier ministre William Pitt le Jeune, qui est le véritable adversaire de Lauderdale.¹⁰

notamment par M. Paglin, 1961, *op. cit.*, ou en France par B. J. Gordon et T. S. Jilek, 1965, « Malthus, Keynes et l'apport de Lauderdale », *Revue d'économie politique*, vol. 75, n°1, p. 110-121, et P. Lambert, 1966, « Lauderdale, Malthus et Keynes », *Revue d'économie politique*, vol. 76, n°1, p. 132-156. Enfin, les développements de Lauderdale sur la richesse et la valeur ont donné naissance à l'appellation de « paradoxe de Lauderdale », souvent utilisé aujourd'hui en écologie économique, comme on le verra.

⁵ Cet aspect critique est souvent amplifié par les commentateurs. Il faut bien remarquer qu'à cette époque, comme le note Thomson, « la voie de la reconnaissance en tant qu'économiste passait par la réfutation des doctrines de la Richesse des Nations » (H. F. Thomson, 1970, *op. cit.*, p. 378) et qu'il s'agissait en ce sens d'une forme de figure imposée.

⁶ Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. ix. Nous traduirons généralement le texte de la première édition anglaise. Les emprunts à la traduction française d'Etienne Lagetie de Lavaïsse, publiée en 1808, seront signalés.

⁷ *Ibid.*, p. xxi.

⁸ *Ibid.*, p. xxi.

⁹ *Ibid.*, p. xxii : « un exemple bien remarquable des effets du langage sur les raisonnements d'économie, c'est le système mercantile ».

¹⁰ Il existe bien dans ces années un conflit des interprétations de l'œuvre de Smith, qui est encore loin d'être stabilisé. Tandis que l'interprétation conservatrice, que l'on peut penser aujourd'hui dominante, est fournie par Dugald Stewart à travers son *Account of the Life and Writings of Adam Smith* de 1793, il est aussi invoqué par Thomas Paine, dans *The Rights of Man* (1791), par Mary Wollesoncraft, dans ses *Vindications of the Rights of Woman* (1792), et repris par William Godwin dans *Political Justice* (1793). Ce conflit est aussi présent dans le débat politique, où l'héritage de Smith est revendiqué à la fois par William Pitt, comme on va le montrer, et d'autres figures

Il n'y a aucun doute sur le fait que les réflexions de Lauderdale aient été prioritairement guidées par des objectifs politiques. C'est en effet par rapport aux débats parlementaires que s'orientait l'essentiel de son activité. Héritier d'une grande famille aristocratique d'Ecosse, Lauderdale entra à la chambre des Communes en 1780, à 21 ans. Il y suivit la ligne imprimée par Fox et Burke, restant invariablement fidèle au premier, qui tentait de maintenir l'unité du parti whig malgré la scission de William Pitt en 1783. Sa fidélité résista à la Révolution Française, qui acheva de désintégrer le parti, avec le départ de Burke et d'autres figures centrales, comme Portland ou Fitzwilliam.¹¹ Succédant à son père aux Lords en 1790, il continua de s'opposer vigoureusement au gouvernement Pitt. Le discours de Fox, relayé par Lauderdale à la chambre haute, consistait alors à placer au cœur de l'argumentation la fidélité aux premiers principes du whiggisme, trahis par Pitt depuis son accession au pouvoir, qui consacrait l'ascendant pris par la Couronne sur le parlement britannique. Cette ligne fut réaffirmée après la Révolution Française, où les principaux thèmes d'opposition devinrent la critique de l'entrée en guerre contre la France, des restrictions des libertés civiles qu'elle permit d'imposer et du coût colossal qu'elle impliquait, qui allait entraîner la faillite du système de financement de l'Etat (*funding system*).

C'est précisément à ce dernier thème que Lauderdale commença à s'attaquer spécifiquement à partir de 1796, dans un discours prononcé quelques jours avant son départ de la chambre des Lords, où son siège ne fut pas renouvelé.¹² Il continua cependant de jouer un rôle actif de conseiller auprès de Fox et de ses partisans, en particulier en matière financière, que la perte de son siège lui permit d'approfondir. En plus de son discours de 1796, il publia trois pamphlets, en 1797 et 1798, sur les questions de finance publique, et en 1799, pour s'opposer au projet d'impôt sur le revenu de Pitt et proposer un système alternatif de taxation de l'héritage. On l'y voit progressivement inaugurer des références à certaines œuvres économiques, parmi lesquelles celles des physiocrates et de Smith resteront les plus nombreuses. C'est à travers ces pamphlets que Lauderdale mit en relation la critique politique d'un gouvernement corrompu, engageant le pays en guerre pour se maintenir au pouvoir, et la critique économique du système de financement qui permettait de soutenir l'effort militaire, mais qui conduirait inexorablement l'Etat à la faillite. On voit poindre dès ses premiers écrits ses thèses fondamentales, et notamment la désignation du système mercantile comme l'ennemi principal, matérialisé par les arrangements entre le gouvernement Pitt et les grands financiers anglais autour de

réformistes, opposées à ce dernier au plan politique, tel Samuel Whitbread. Voir sur ce point Emma Rothschild, 1992, « Adam Smith and Conservative Economics », *The Economic History Review*, New Series, vol. 43, n°1, p. 74-96, dont la thèse consiste globalement à dire qu'Adam Smith était, tant sur le plan intellectuel que politique, plus proches des seconds que des premiers, contrairement à l'interprétation consacrée par l'historiographie.

¹¹ Lauderdale fut l'un des acteurs majeurs de cette scission, en ce qu'il contribua notamment à unir l'aile la plus radicale du parti, au côté d'autres jeunes politiciens prometteurs comme Grey ou Sheridan, à travers la fondation de la *Society of the Friends of the People* de Londres, en 1792 (voir sur ce point Leslie G. Mitchell, 1971, *Charles James Fox and the Disintegration of the Whig Party, 1782-1794*, Oxford, Oxford University Press, p. 225).

¹² Lauderdale, 1796, *Substance of a Speech Made in the House of Lords, on Friday, May 13, 1796*.

l'achat de titres de la dette publique.¹³ La publication de son *Inquiry on the Nature and Origin of Public Wealth*, en 1804, à l'étude de laquelle on se consacrera prioritairement dans cet article, correspond ainsi clairement à l'aboutissement d'une poussée théorique, engagée au cours des années précédentes dans le but de renforcer sa critique du gouvernement Pitt.

Les raisonnements de Lauderdale y sont échafaudés autour de trois thèmes principaux, que l'on examinera l'un après l'autre, dans le but de comprendre l'originalité et la singularité de sa pensée. Il commence par fonder l'ensemble de sa réflexion sur une définition originale de la richesse (section 1), avant de s'interroger sur les déterminants de la richesse publique et la question de l'accumulation du capital (section 2), et de conclure quant aux effets néfastes de la frugalité, de l'épargne forcée et des inégalités sur le fonctionnement naturel de l'économie (section 3).

1. Une conception de la richesse et de la valeur destinée à s'opposer à la thèse de l'identité des intérêts privés et de l'intérêt public

La première faute qu'a commise Smith, selon Lauderdale, est d'avoir improprement défini la notion de richesse, pourtant si fondamentale. C'est par là que certains préjugés du système mercantile se sont insinués au cœur de ses raisonnements, qui consistent principalement à identifier la somme des richesses des individus à celle de la Nation. Lauderdale suggère au contraire deux définitions distinctes des richesses individuelles et publique (a). Le manque de lucidité de Smith à cet égard s'explique largement par sa volonté de fonder sa théorie de la valeur sur le travail, à laquelle il propose de substituer une théorie plus générale, seulement fondée sur les rapports entre l'offre et la demande, qui rende justement possible de distinguer entre les richesses privées et publiques (b). L'intégration de cette nouvelle définition permet d'approfondir la critique smithienne du système mercantile, en démontrant la possibilité d'un accroissement des fortunes privées parallèlement à la diminution de la richesse publique (c), cet argument visant à l'évidence à condamner la logique suivie par le gouvernement Pitt, dénoncée par Lauderdale depuis son accession au pouvoir en 1783.

(a) Comme il l'affirme dans son avertissement, il s'agit pour Lauderdale de prolonger la réflexion des premiers libéraux afin de renverser définitivement le système des marchands. Ce système couvre désormais, nous le verrons, un spectre bien plus large que celui que les physiocrates ou Smith avaient initialement circonscrit, pour étendre l'esprit de monopole à la sphère financière.

A la confusion originelle existant entre argent et richesse – confusion que Smith avait bien perçue –, s'ajoute celle véhiculée par les préjugés marchands au sujet de la richesse. A leurs yeux, les richesses individuelles (*riches of individuals*)

¹³ Cette question de la vente à quelques banquiers des bons du trésor anglais à un prix très inférieur à leur valeur faciale est au centre des pamphlets de Lauderdale de 1796, 1797 et 1798. Voir sur ce point Thomson, 1970, *op. cit.*.

seraient de même nature et auraient les mêmes causes que la richesse d'une nation (*wealth of a nation*).¹⁴ Cette confusion laisserait supposer que la poursuite des intérêts individuels mène mécaniquement à l'intérêt général. Pour Lauderdale, les premiers libéraux ont eux-mêmes été victimes de cette illusion. C'est le cas de Smith qui aurait appréhendé la richesse à partir du prisme monétaire. La conception smithienne de la richesse est ainsi empreinte de préjugés mercantiles qu'il s'agirait de dissiper.¹⁵ C'est également le cas des physiocrates qui ont supposé que la richesse des nations serait composée de la somme des valeurs d'échanges.¹⁶

De ces confusions découle l'idée selon laquelle tout accroissement de la fortune d'un individu contribuerait à la croissance de la richesse nationale¹⁷ et par extension que toute augmentation du capital serait synonyme d'accroissement de cette même richesse. De même, cela laisserait supposer que tout accroissement de l'épargne engendrerait un accroissement de la richesse nationale.¹⁸ Dit autrement, les intérêts des possesseurs de capitaux et ceux des épargnants concorderaient avec l'intérêt général.

Contre ces préjugés, Lauderdale opère une distinction entre deux types de richesses : « Les richesses individuelles consistent dans tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable, et qui se trouve dans un certain degré de rareté ».¹⁹ Un homme riche est donc quelqu'un qui possède des biens désirables et rares. Cette richesse privée est implicitement exprimée sous forme monétaire. Elle est en outre essentiellement pensée comme une richesse relative. Par opposition, la richesse publique est un état caractérisé par l'abondance des denrées que l'homme désire : « la richesse publique consiste dans tout ce que l'homme désire comme lui étant utile ou agréable ».²⁰ Cette richesse publique est donc considérée comme une quantité de denrées, qui n'est pas perçue de manière relative. Dans la perspective de Lauderdale, un pays n'est pas riche en comparaison d'un autre mais parce qu'il a facilement accès à des denrées nombreuses et variées. Lauderdale ne met donc pas l'accent sur un impératif de puissance nationale mais bien sur celui de richesses appréhendées comme une somme de biens disponibles. Au final, le riche est riche parce que les marchandises qu'il possède sont rares. La nation est riche parce que les biens sont abondants.

(b) Afin de préciser sa conception de la richesse et prouver qu'il existe le plus souvent une disjonction entre richesses privées et publique, Lauderdale propose une critique de la théorie smithienne de la valeur.

En se fondant sur le sens commun (qu'il avait auparavant critiqué) Lauderdale part de l'idée qu'aucune marchandise n'a de valeur intrinsèque.²¹ La valeur n'est

¹⁴ Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. 6.

¹⁵ *Ibid.*, p. 6.

¹⁶ *Ibid.*, p. 7.

¹⁷ *Ibid.*, p. 8.

¹⁸ *Ibid.*, p. 9.

¹⁹ *Ibid.*, p. 38.

²⁰ *Ibid.*, p. 37.

²¹ *Ibid.*, p. 12.

donc pas une propriété inhérente à la marchandise, dépendante de ses qualités²² ; elle est toujours relative, et n'est définie que dans son rapport aux autres marchandises.²³ Le travail, que Smith pose comme étant à l'origine de la valeur, n'y fait pas exception.²⁴ Sa valeur évolue, comme Smith le soulignait d'ailleurs dans la *Richesse des nations*, en rappelant les différentes causes de la variation du prix du travail.²⁵

Sur ces constats, Lauderdale propose de définir la valeur de la marchandise à partir de deux déterminants. Celle-ci serait fonction de son caractère désirable et de son degré de rareté, ce qui a plusieurs conséquences. La valeur est désormais, par nature, extrêmement variable. Huit causes peuvent l'affecter : d'une part, l'augmentation ou la diminution de la production de la marchandise considérée et de la demande qui l'affecte. Comme il s'agit d'un rapport, s'ajoute d'autre part ces mêmes causes relatives à la marchandise servant de mesure des valeurs.²⁶ Dans ce cadre, il ne peut y avoir d'étalon de valeur fixe ; la marchandise étalon étant elle-même soumise aux quatre causes de variations.²⁷

Au final, on voit que la valeur est synonyme de rapport d'échange ou de prix de marché chez Lauderdale. Dans l'*Inquiry*, sa conception de la valeur est explicitement opposée à celle de Smith, ce que l'on retrouve aussi dans ses notes de lectures prises sur la *Richesse des Nations*.²⁸ Sur ce point, les commentateurs ont souvent jugé que la critique de Lauderdale n'atteignait pas son but, car il n'aurait pas bien saisi le sens de la notion de valeur telle qu'Adam Smith l'avait posée.²⁹ Plutôt que de s'attarder sur la question de savoir quelle serait la « vraie » interprétation de Smith, qui n'intéressait sans doute que très peu Lauderdale, mieux vaut essayer de comprendre les objectifs qu'il poursuivait en élaborant sa critique, pour parvenir à fonder les notions de richesse privée et de richesse publique.

Lauderdale se livre ensuite à l'étude des variations du prix des marchandises, en mettant l'accent sur l'interdépendance existant entre les marchés. Il se propose d'étudier les variations de la valeur d'un bien suite à une raréfaction de l'offre, puis suite à un accroissement de la demande. Ce type d'étude est inspiré par les analyses de King, reprises par Davenant dans son *Essay upon the Probable Methods of making a People Gainers in the Balance of Trade*³⁰, et ce alors même que Davenant est présenté par Lauderdale comme l'archétype du penseur mercantile.³¹ Comme chez King-Davenant, il s'agit de percevoir quels sont les effets des variations de l'offre sur les variations des prix. En langage plus contemporain, il s'agit d'étudier l'élasticité prix

²² *Ibid.*, p. 17.

²³ *Ibid.*, p. p. 21.

²⁴ *Ibid.*, p. 28 et suivantes.

²⁵ WN, I, x.

²⁶ *Ibid.*, p. 15.

²⁷ *Ibid.*, 23.

²⁸ C. Sugiyama, 1996, *Lauderdale's Notes on Adam Smith's Wealth of Nations*, Londres et New York, Routledge, p. 16 et suivantes.

²⁹ Voir par exemple l'article de Ferdinando Meacci, 2012, « On Adam Smith's Ambiguities on Value and Wealth », *History of Political Economy*, vol. 44, n°4, p. 666.

³⁰ Cité explicitement par Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. 51.

³¹ *Ibid.*, p. 4.

de l'offre. Lauderdale s'attache ensuite à analyser l'effet des variations de la demande sur les variations de prix, c'est-à-dire à l'étude de l'élasticité prix de la demande. Enfin, dans un second temps, Lauderdale propose d'étendre l'analyse de King-Davenant en étudiant, d'une part, les conséquences de la variation de la valeur du bien sur les richesses individuelles et, d'autre part, les conséquences des variations des richesses individuelles sur le niveau de la demande privée et donc sur les variations de la valeur des autres biens, ce qui correspond à l'étude des élasticités croisées.³²

L'analyse de Lauderdale met donc en exergue l'interdépendance des marchés de biens. La valeur, pensée comme un prix, est en effet définie de manière relative, indépendamment des coûts de production. Son étude des mécanismes de marché est dès lors dissemblable de celle de Smith, qui définissait les prix de marché à partir des prix naturels des marchandises. Ceci amène Lauderdale à souligner que les variations des offres et des demandes ont des conséquences sur la répartition des richesses et sur le niveau des richesses individuelles. Le marché est ainsi pensé comme le lieu de rapports de force qui ne permet pas toujours de concilier les intérêts privés et l'intérêt général. Toute raréfaction de l'offre engendre en effet, par définition, la diminution de la richesse publique. Elle provoque aussi un accroissement du prix de la marchandise, plus que proportionnel à la diminution de l'offre, et donc l'augmentation de la richesse privée de ceux qui la possèdent. *A contrario*, toute augmentation de l'offre engendre l'augmentation de la richesse publique mais également la baisse de la richesse des producteurs car les prix baissent plus fortement que l'offre n'augmente.³³ D'un autre côté, l'augmentation de la demande n'a pas d'effet direct à court terme sur le niveau de la richesse publique, mais engendre la croissance des prix et donc celle de la richesse privée des producteurs.

Ces longs raisonnements visent à démontrer que la mesure de la somme des richesses privées ne renseigne pas sur la richesse publique, et par suite que l'ensemble des calculs de Petty, King, Hooke, Pulteney ou Beeke, qui cherchaient à

³² Ces conclusions à ce niveau furent saluées par Ricardo, sans que ce dernier partage son constat de l'emprise des monopoles sur les marchés : « Des produits dont un particulier ou une compagnie ont le monopole, varient de valeur d'après la loi que lord Lauderdale a posée ; ils baissent à proportion qu'on les offre en plus grande quantité, et ils haussent avec le désir que montrent les acheteurs de les acquérir ; leur prix n'a point de rapport nécessaire avec la valeur naturelle ; mais quant aux choses qui sont sujettes à la concurrence parmi les vendeurs, et dont la quantité peut s'augmenter dans des bornes modérées, leur prix dépend en définitive, non de l'état de la demande et de l'approvisionnement, mais bien de l'augmentation ou de la diminution des frais de production », David Ricardo, 1821 [1847], *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, Traduit de l'Anglais par Francisco Solano Constancio et Alcide Fonteyraud, Chapitre 30, p. 114.

³³ Lauderdale fait l'hypothèse selon laquelle il existe une certaine inertie dans la consommation, et que les individus cherchent à conserver une variété de biens stable à leur disposition : en termes modernes, que l'effet revenu l'emporte nettement sur l'effet de substitution. Les commentaires les plus pointus des longs développements de Lauderdale sur cette question (ils occupent une place importante de *Inquiry*, des pages 58 à 110) sont à rechercher chez M. Paglin, 1961, *op. cit.*, p. 35-45. importance de Lauderdale pour avoir ciblé les effets redistributifs de l'évolution des prix. Pages 50-100 grosso modo. Selon cet auteur, c'est l'un des apports les plus importants de Lauderdale que d'avoir perçu les effets de variations de l'offre et la demande sur les prix d'un ensemble de biens, et les effets redistributifs qu'elles pouvaient entraîner (*ibid.*, p. 38).

additionner l'ensemble des valeurs détenues par les agents nationaux, ne sont d'aucune utilité pour comprendre le degré réel de richesse de la communauté.³⁴ Mieux encore, puisque la raréfaction d'un bien entraîne en général la hausse des richesses privées et la diminution de la richesse publique, il semble que la relation soit inverse entre ces deux grandeurs.³⁵ Pour illustrer ce phénomène, Lauderdale propose d'examiner différents paradoxes.

Le premier paradoxe est celui-ci : si on suppose que la richesse publique est la somme des richesses privées, alors la raréfaction qui engendre l'augmentation de la richesse privée devrait engendrer mécaniquement la richesse publique, « pourtant, le sens commun se révolterait à l'idée d'une proposition consistant à accroître la richesse d'une nation en raréfiant une denrée généralement utile et nécessaire à l'homme ».³⁶ Un autre paradoxe est que, si l'abondance était générale, plus personne ne serait riche. L'hypothétique exemple d'un grain de blé qui permettrait à l'homme d'être repu et en bonne santé pendant un siècle est ainsi donné par Lauderdale pour souligner la disjonction entre les deux notions.³⁷ L'existence d'une telle marchandise participerait à la satisfaction des besoins et donc à accroître la richesse publique. Elle signerait la ruine des producteurs agricoles. À une moindre échelle, la diminution des prix faisant suite à l'accroissement de la quantité de biens disponible engendrerait une diminution des richesses privées, tandis que la richesse publique aurait bien augmenté.³⁸

La conclusion de Lauderdale est que l'« on peut généralement affirmer que l'accroissement ou la diminution des unes, quand cela résulte d'un changement dans la quantité des denrées, est toujours une preuve de la diminution ou de l'augmentation immédiate de l'autre ».³⁹ Cette proposition se vérifie invariablement, sauf « en un cas, des plus improbables où la quantité et la demande d'un bien sont augmentées proportionnellement, et que les fonds sont créés au même moment, qui permettent d'acquérir cette quantité supplémentaire, ainsi que de satisfaire la nouvelle demande », dans lequel une augmentation de la masse des richesses individuelles produirait un effet similaire sur la richesse de la nation ».⁴⁰ Les développements de Lauderdale conduisent ainsi à une vision de l'économie où la richesse publique est en permanence sous la menace des stratagèmes élaborés par les individus poursuivant leurs intérêts privés, dans laquelle « rien, en dehors de l'impossibilité d'une coalition générale [*general combination*] ne protège le bien public contre la rapace avarice des particuliers ».⁴¹

³⁴ Lauderdale, 1804, p. 41-42.

³⁵ *Ibid.*, p. 43.

³⁶ *Ibid.*, p. 43.

³⁷ *Ibid.*, p. 18.

³⁸ Cette idée a récemment été reprise en économie écologique sous le terme de « paradoxe de Lauderdale ». Voir notamment Herman E. Daly, *Ecological Economics*, 1998, vol. 25, n°1, p. 21-23.

³⁹ Nous avons préféré ici la traduction française de Lauderdale, 1808, *Recherches sur la nature et l'origine de la richesse publique*, p. 55.

⁴⁰ Lauderdale, 1804, *op.cit.*, p. 105.

⁴¹ *Ibid.*, p. 54.

(c) C'est par cette conclusion que Lauderdale rejoint et approfondit sa critique du système mercantile, reprenant comme Smith l'idée selon laquelle le trait saillant de ce système est l'esprit de monopole.

Cet esprit consiste à chercher continuellement à raréfier la quantité de marchandises disponibles pour produire des augmentations de prix. Le raisonnement de Lauderdale se fait toujours à partir de celui de King-Davenant, en supposant en outre l'existence d'un effet de crémaillère dans la consommation, résultant de ces hypothèses sur les élasticités prix de la demande que l'on a déjà évoqué.⁴² Le consommateur ne serait pas prêt à diminuer fortement ses consommations d'un bien, mais davantage enclin à consentir des sacrifices pour garder le même niveau de consommation. Ceci est particulièrement vrai des consommations de denrées de première nécessité, un peu moins des consommations de luxe.⁴³

Dans ce cadre, créer la rareté permet d'accroître la richesse personnelle des producteurs ou des commerçants, comme le montre l'exemple des hollandais qui détruisaient volontairement leurs cargaisons d'épices pour en maintenir le niveau des prix élevé.⁴⁴ Outre l'intérêt qu'il peut y avoir à réduire les quantités de marchandises présentes sur les marchés, Lauderdale souligne que l'esprit de monopole vise aussi l'appropriation de ressources communes telles que l'eau, pour accroître le niveau de richesse de quelques-uns en appauvrissant la population.⁴⁵ Plus concrètement, la cible privilégiée est bien ici constituée de ces groupes, qui demandent la mise en place de « règles » ou « d'arrangements législatifs ayant pour effet d'augmenter les richesses privées ».⁴⁶

Si le lien n'est pas explicitement pointé dans ce passage, il est très clair qu'il renvoie prioritairement à la politique belliciste menée par William Pitt :

C'est la connaissance que dégagent les hommes d'affaires de l'expérience des effets calamiteux qu'entraînent une altération soudaine de la demande, qui leur fait déclarer (ce qui aux yeux des profanes apparaît ridicule) qu'ils préfèrent encore les calamités d'une guerre continue et toutes ses conséquences, tels de plus forts salaires, des coûts de transport et d'assurance augmentés, à une fluctuation entre guerre et paix ; et la théorie avancée ici explique sur quoi est fondée leur assertion.⁴⁷

Les marchands qui parviennent à surmonter la baisse initiale de la demande accompagnant le début de la guerre bénéficient d'aides gouvernementales, puis se retrouvent en situation dominante à mesure que l'offre diminue, notamment du fait de la baisse des importations.⁴⁸ Le nœud du problème est donc bien constitué par

⁴² *Ibid.*, p. 37-39. Référence à vérifier.

⁴³ *Ibid.*, p. 46.

⁴⁴ *Ibid.*, p. 54.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 44-45.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 100-101.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 90. L'expérience des guerres de la Révolution a sans aucun doute eu une influence décisive sur la pensée de Lauderdale, à la fois en matière financière et pour ce qui touchait aux fortes variations de prix liées à l'alternance des périodes de guerre et de paix, comme le souligne Herbert Thomson, 1970, *op. cit.*, p. 352-353.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 91-93.

ces arrangements entre le gouvernement et les grands représentants des intérêts commerciaux, qui profitent d'un contexte de guerre prolongée, et que Lauderdale dénonçait dès l'entrée en guerre du Royaume-Uni contre la France, en 1794.⁴⁹

Outre la guerre, l'autre moyen essentiel que pointe Lauderdale d'entretenir la hausse du prix des marchandises consiste à détourner le capital des investissements productifs, qui permettent d'augmenter la quantité de biens en circulation, au profit de placements financiers sans lien à l'industrie, en négociant là encore avec les pouvoirs publics des accords avantageux. Si Pitt fut accusé dès 1796 par Lauderdale de se livrer à ces pratiques, l'élaboration d'une théorie du capital et de son accumulation, nécessaire pour fonder théoriquement cette offensive, fut réellement inaugurée dans *l'Inquiry*.⁵⁰

2. Les déterminants de la production de richesses publiques : demande privée et accumulation du capital

De ces réflexions sur la notion de richesse découle l'idée centrale que la croissance de la richesse réelle de la nation, c'est-à-dire la richesse publique, est maximale lorsque la demande guide parfaitement le système productif, ou réciproquement que les investissements productifs suivent exactement les désirs de consommation, ce qui est un cas fort improbable, rappelons-le, selon Lauderdale. Il va par suite juger, à l'aune de ce critère, les différentes sources de l'accroissement des richesses qui ont été présentées par les économistes (a). L'essentiel de son attention se concentre toutefois sur le phénomène d'accumulation du capital, qui est selon lui le plus souvent mis en avant à son époque (b). Car si la production doit augmenter au rythme de la demande pour qu'augmente le niveau de richesse publique, cela signifie qu'il existe un taux d'investissement, pour un état de la technique donné, au-delà duquel on verrait le capital s'accumuler inutilement. C'est précisément à cette suraccumulation que conduit la politique économique du gouvernement Pitt, au service des intérêts de quelques grands industriels, commerçants et financiers du Royaume (c).

(a) Pour Lauderdale, la demande est le premier déterminant de la croissance des richesses publiques. De manière générale, ce sont les désirs de consommation qui poussent les hommes à l'action et à la production. C'est donc la demande qui est première et qui met en mouvement les moyens de productions :

Quand des variations de valeur sont créées par une augmentation de la demande pour une denrée quelconque, l'industrie de la communauté n'est pas seulement poussée à accroître la production de cet article, suivant l'encouragement extraordinaire produit par l'augmentation de sa valeur ; mais une partie de l'industrie est en même

⁴⁹ Cette ligne argumentative est déjà très présente et bien développées dans ses *Letters to the Peers of Scotland* de 1794.

⁵⁰ Sur les tâtonnements de Lauderdale au sujet du capital et de son accumulation dans ces premiers pamphlets, voir Thomson, 1970, *op. cit.*.

temps appelée à se dégager de la fabrication et de la production d'autres articles, en réponse au découragement créé par la baisse de leur valeur.⁵¹

La demande façonne le système productif, son augmentation engendre des hausses de prix dont découle des profits accrus, attirant alors les capitaux et le travail.

C'est la raison qui explique le caractère très libéral de la pensée de Lauderdale sur le plan économique. Il est essentiel que la demande puisse s'exprimer, et que les industriels puissent y répondre librement. Notons qu'il est bien question ici de la demande privée, et en aucun cas de celle qui pourrait résulter de dépenses gouvernementales, ce qui permet de largement rejeter la filiation avancée par certains auteurs avec les idées de Keynes. Cela permet en revanche de comprendre pourquoi Lauderdale fait régulièrement référence aux physiocrates et à leur valorisation de la dépense privée des propriétaires fonciers, tout en critiquant leur condamnation du luxe de décoration. Le laissez-faire concerne ainsi la demande privée qui ne doit être ni bridée, ni détournée. La production de richesses doit être régulée par la demande solvable, laquelle fait explicitement écho à la notion de demande effective de Smith.⁵²

Dans ce cadre, Lauderdale examine ensuite le rôle joué par les facteurs de production. De manière cohérente, il souligne que la seule augmentation de la quantité de facteurs de production n'engendre pas forcément la croissance de la richesse publique.⁵³ S'il n'existe pas un surcroît de demande privée, la richesse n'augmentera pas en effet. En ce sens, il prend au sérieux les positions de Smith, selon lesquelles « la consommation est la seule fin et la seule raison d'être de toute production ». ⁵⁴

Les facteurs de production sont donc bien animés par la demande, ce qui permet à Lauderdale de concilier les différentes analyses des déterminants de la croissance. Il distingue ainsi trois grandes écoles de pensée. La première est celle qui « présente le produit de la terre comme la seule source du revenu et de la richesse d'une nation »⁵⁵, qu'il relie aux défenseurs des intérêts des propriétaires terriens. Il range dans cette catégorie un certain nombre de penseurs anciens, tel le roi de Perse Artaxerxes, d'autres plus contemporains comme Vanderlint, Locke, Quesnay et les physiocrates, ainsi que Smith, au regard de certaines de ses prises de position. Un second courant aurait fait du travail le déterminant essentiel de la richesse. Smith en est le représentant essentiel, même s'il a effectué une distinction entre travail productif et travail improductif, que Lauderdale conteste. Enfin, le troisième courant, qui constitue « la doctrine favorite, sinon la doctrine établie dans ce pays »⁵⁶, est reliée aux intérêts commerciaux et fait du capital le déterminant de la

⁵¹ *Ibid.*, p. 108.

⁵² WN, I, vii, 12 et IV, i, 12.

⁵³ Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. 273-274.

⁵⁴ WN, IV, viii, 49, p 753.

⁵⁵ Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. 112.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 114.

richesse. Turgot en serait le plus éminent représentant.⁵⁷ Certaines affirmations de Smith l'y associe également.

La conclusion à laquelle parvient Lauderdale est qu'il semble vain de chercher à désigner un facteur comme la source exclusive de la richesse : « la terre, le travail et le capital sont, tous les trois, des sources originelles de richesse ; chacune a sa part distincte (qu'il est très nécessaire de définir et de comprendre) dans la formation des objets qui sont désirables par l'homme, et qui constituent sa richesse ».⁵⁸ Il reste donc bien entendu que ces facteurs ne sont des sources de richesse qu'en tant qu'ils permettent de satisfaire une demande préexistante : « la consommation, sans le moindre doute, doit toujours précéder la production ».⁵⁹ Lauderdale avance, en sus, l'idée que « ces trois sources originelles de richesse contribuent à la richesse de l'homme dans des proportions très différentes selon les divers états dans lesquels l'histoire nous le présente, mais à tous les stades de la société que nous connaissons, chacune, plus ou moins, procure sa part ».⁶⁰

Dans cette perspective, il propose ce qui ressemble à une nouvelle théorie écossaise des quatre stades.⁶¹ La terre a d'abord été le facteur essentiel de la croissance, puis vint le travail et enfin, dans les sociétés commerciales, le capital devint prépondérant. C'est la raison pour laquelle c'est désormais le capital qui détermine prioritairement la division du travail et la puissance productive d'une nation, contrairement à ce que pensait Smith. Dans cette histoire conjecturale du devenir des systèmes économiques, l'élément moteur guidant le développement est constitué par les besoins. Pour répondre à des besoins de plus en plus raffinés, les hommes auraient tout d'abord accru puis amélioré les techniques de production agricole, puis celles des produits manufacturés. L'accroissement de la production aurait engendré la croissance démographique, à rebours des positions de Malthus, que Lauderdale tenait d'ailleurs en piètre estime.⁶² Le développement économique se serait enfin accompagné d'une croissance du capital physique.

Il est ici primordial de comprendre que, pour Lauderdale, cette évolution historique des systèmes économiques correspond à un phénomène *naturel*, au sens où elle résulte d'une adaptation de la production aux besoins humains :

⁵⁷ *Ibid.*, p. 158. Lauderdale possédait en effet un exemplaire des *Réflexions sur la formation et distribution des richesses*, acquis à Paris à l'été 1792, détenu aujourd'hui par la Goldsmiths'-Kress Library of Economic Literature. Lauderdale y souligne notamment le passage suivant, p. 109-110 : « il n'y a qu'un seul moyen de devenir riche, c'est d'avoir ou de se procurer, de quelque manière que ce soit, un revenu ou un profit annuel au-delà du nécessaire absolu pour sa subsistance, et de mettre chaque année ce superflu en réserve, pour en former un capital par le moyen duquel on puisse se procurer un accroissement de revenu ou de profit annuel qu'on puisse encore épargner et convertir en capital ».

⁵⁸ *Ibid.*, p. 121.

⁵⁹ *Ibid.*, p. 121.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 121.

⁶¹ *Ibid.*, p. 212 et suivantes.

⁶² *Ibid.*, p. 225. Il juge en effet l'*Essai sur la population* de Malthus en 1798, après l'avoir feuilleté, comme « exceptionnellement stupide », et le principe de croissance géométrique de la population rapporté à la croissance arithmétique des ressources, comme « l'un des concepts les plus absurdes que j'ai rencontrés » (cité par Thomson, 1970, *op. cit.*, p. 378).

Quel que soit l'état de la société qu'on considère, une certaine quantité de capital, fonction de l'état des connaissances de l'humanité, peut être employée utilement et à profit pour suppléer et exécuter le travail consistant à cultiver, façonner et transporter les matières brutes. L'invention humaine, visant à suppléer le travail, peut élargir les possibilités d'en employer une quantité plus importante, à mesure du progrès de la société ; mais il doit exister, à tout moment, un point déterminé par l'état des connaissances dans l'art de suppléer ou d'exécuter un travail à l'aide de capital, au-delà duquel la quantité de capital ne peut être augmentée avec profit, et au-delà duquel elle n'augmentera pas naturellement.⁶³

Ce point est d'abord déterminé par la demande, qui constitue bien l'élément fondamental qui oriente, et doit orienter la production de richesses. Il est aussi déterminé par les limitations techniques suivant lesquelles, au-delà d'un certain seuil, l'accumulation de capital ne peut être utilement appliquée à la production.⁶⁴ Il devient alors crucial de comprendre comment le processus d'accumulation se règle en fonction de la demande et des conditions de la production, et comment il peut, dans certains cas, se déconnecter des besoins de la population comme des intérêts techniques de son application.

(b) Le fait d'appartenir à une société commerciale laisserait supposer que c'est le capital qui est logiquement le déterminant essentiel de la richesse. C'est ainsi que sont justifiées les politiques publiques valorisant son accumulation. Or, il s'agit d'une illusion, dont a été victime Smith lui-même :

Il est incroyable que l'Auteur de la Richesse des Nations, qui ridiculise avec succès l'accumulation infinie de capital circulant, en le comparant à l'ammassage de casseroles et de poêlons, ne perçut pas que le même ridicule s'appliquait à l'augmentation illimitée des biens de toutes les branches dont la description de la propriété d'un pays constitue son capital.⁶⁵

C'est dans cette illusion que s'enracine une « funeste passion »⁶⁶, une « avidité »⁶⁷, un « amour de l'accumulation »⁶⁸, dont Lauderdale va chercher à montrer les effets délétères. La première étape pour y parvenir est de préciser le rôle joué par le capital dans la production. Les développements de Lauderdale à ce sujet ont souvent été reconnus comme son apport majeur, et seront notamment salués par Böhm-Bawerk, comme nous l'avons déjà signalé.

Ils consistent d'abord dans le reproche adressé à Smith, qu'il accuse d'avoir sous-estimé le rôle du capital, au profit de la division du travail, dans la production de richesse. Pour Lauderdale, le capital est premier. Il fait ainsi référence à l'article

⁶³ *Ibid.*, p. 228.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 214-215.

⁶⁵ *Ibid.* p. 228. La citation originale de Smith est « qu'il serait absurde d'avoir plus de poêlons et de casseroles qu'il n'en faut pour faire cuire tout ce qui se consomme habituellement d'aliments dans ce pays » (WN, IV, i, 19).

⁶⁶ *Ibid.*, p. 218.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 217.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 220.

« Bas » de Diderot dans l'Encyclopédie⁶⁹, qui met en exergue le rôle des machines pour la fabrication de vêtements communs. Cette référence est faite implicitement contre l'article « Epingles » de Deleyre utilisé par Smith pour décrire la division du travail dans le premier chapitre du Livre I de la *Richesse des Nations*. Il lui reproche d'autre part d'avoir proposé une définition insatisfaisante du capital, qui ne permet pas de saisir les raisons de son accumulation.

Lauderdale s'inspire alors de la définition du capital de la science du commerce française, et plus particulièrement de Plumard de Dangeul, dans ses *Remarks on the advantages and disadvantages of France and of Great-Britain*.⁷⁰ Le capital se présente à ses yeux comme tout moyen permettant à l'individu d'abrèger son travail ou de le suppléer. Sa définition est donc par nature extrêmement vaste :

to appropriate a fruit of a tree or an animal, for food, he must have, in a certain degree, laboured ; and it will be shewn, that the first stick or stone he took into his hand to aid and assist him in procuring those objects, by performing a portion of his labour, fulfilled the same duty in which every branch of the capital of a mercantile nation is now engaged⁷¹

Dans cette optique, le profit naîtrait du coût du travail épargné suite à l'utilisation de machines, et serait pris sur le fonds des salaires⁷². L'accumulation opère ainsi un détournement de richesse du fonds des salaires vers les profits, ce qui explique en quoi le profit est nécessairement limité par le surplus généré par le travail épargné. Cette conception du capital permet de rendre compte de la construction de machines⁷³, de l'utilisation du capital dans le commerce intérieur⁷⁴, le commerce extérieur⁷⁵, l'agriculture⁷⁶, ou pour comprendre la fonction du capital circulant (l'or et argent, et toute forme de monnaie permettent de supplanter le travail en limitant les coûts de transaction)⁷⁷. Lauderdale suggère également qu'un service improductif serait une sorte de capital qui abrègerait le travail ou suppléerait au travail individuel. Dans tous les cas, il apparaît très clairement qu'il n'existe aucun intérêt à accumuler du capital s'il ne sert pas à abrèger ou à suppléer le travail.

(c) La tendance à l'accumulation excessive proviendrait, comme on l'a signalé, d'une passion ou d'un amour funeste, qui perturberait la marche naturelle de l'accumulation du capital pour engendrer sa suraccumulation. Cette tendance naîtrait de l'illusion selon laquelle la possession de capital fixe serait, comme celle de métaux précieux, une fin en soi.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 98.

⁷⁰ L'emprunt est très clair si l'on s'en remet à l'ouvrage que possédait Lauderdale, conservé par la bibliothèque de l'Université Keizai de Tokyo. La quasi-totalité de la page 197 est soulignée de côté.

⁷¹ *Ibid.*, p. 122

⁷² *Ibid.*, p. 169.

⁷³ *Ibid.*, p. 162.

⁷⁴ *Ibid.*, p. 172.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 180.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 182.

⁷⁷ *Ibid.*, p. 107

La tendance à accumuler sans besoin préalable découlerait finalement de la fascination pour des moyens érigés en fins. En se référant au Smith de la *Théorie des sentiments moraux*, on pourrait même avancer l'idée que ces biens de production accumulés seraient semblables aux babioles fascinant leurs amateurs pour leur aptitude à être utile.⁷⁸ Mais Lauderdale ne renvoie pas vraiment à l'amour du système ou de la mécanique générale du capitalisme pour en rendre compte. La passion d'accumuler est prioritairement reliée à la volonté de domination d'une frange très restreinte de la population, qui y a intérêt. En d'autres termes, la suraccumulation permet d'augmenter la somme des richesses privées au détriment de la richesse publique :

Lorsque l'on réalise que cette abstention de dépenser, et l'accumulation qui en découle, ne tend ni à augmenter le produit du sol, ni à exécuter une part de travail qui aurait autrement dû l'être par la main de l'homme, il semble que l'on doive immédiatement affirmer que l'accumulation peut constituer une méthode qui permette de transférer des richesses de A, B et C à D, mais qu'elle ne peut permettre d'augmenter la richesse publique.⁷⁹

Une fois que l'accumulation dépasse le seuil maximal de capital utilisable, la demande est détournée vers les secteurs fabriquant des biens de production, dont les prix augmentent, ainsi que la rémunération des travailleurs de ces secteurs :

Mais comme cette augmentation de valeur, et l'encouragement donné par conséquent à ces sortes de travail, doit entraîner une baisse des dépenses touchant les biens qui seraient *immédiatement* consommés, cela doit réduire leur valeur en proportion de la demande détournée d'eux, dans un degré supérieur à celui de l'accroissement de la valeur de ce travail, ou de ces biens, à l'acquisition desquels elle est consacrée [*perverted*] ; ce qui signifie qu'elle doit produire une plus grande diminution des encouragements à fournir de la nourriture, des vêtements et ces autres articles qui auraient été consommés, en l'absence de cette avidité à accumuler du capital, que l'augmentation des encouragements à fabriquer ces biens qui, s'ils pouvaient tous être utilisés, pourraient permettre de suppléer au travail.⁸⁰

La suraccumulation tend donc sans délai à augmenter les richesses privées des détenteurs de biens de capital aux dépens de la richesse publique, puisque la quantité de biens de consommation désirés par la communauté se trouve diminuée. Mais comme les biens de production fabriqués ne correspondent à aucun besoin final, leurs prix doit également diminuer par la suite, débouchant donc sur une baisse généralisée des prix. Au final, la population « souffre donc de cet amour de l'accumulation, lorsqu'il est poussé au-delà de ses limites acceptables : 1. A travers la création d'une quantité de capital superflue et 2. A travers l'abstraction d'une

⁷⁸ TMS, p. 253 ; TMS, IV, 1, 6. Lauderdale, 1808, *op. cit.*, p. 161.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 209.

⁸⁰ *Ibid.*, p. 217-218. Nous soulignons « immédiatement », il nous semble que cet idée qu'à tout moment, un choix est effectué entre la consommation présente et future (l'investissement) constitue une ligne de force qui traverse la pensée de Lauderdale, comme celle de beaucoup de penseurs autrichiens, ce qui a peut-être pu les intéresser dans son œuvre.

part des encouragements à la reproduction future ». ⁸¹ Ces biens de capital non utilisés sont comparés « aux plus beaux palais de Dehli, inoccupés et non désirés, ou aux spacieux entrepôts d'Anvers, qui jouent seulement le rôle de monuments en l'honneur de leur commerce défunt ». ⁸² Le corrélat de ces dépenses inutiles est que, comme « le degré d'avidité observé sur le marché des biens de consommation doit impérieusement réguler la nature des biens produits par la suite [...] suivant la demande effective » ⁸³, elles doivent nécessairement avoir pour conséquence de décourager la production des biens de consommation demandés par la population.

Si c'est donc bien sous l'influence et au profit d'une minorité d'individus possesseurs de biens de capital que le phénomène de suraccumulation apparaît, Lauderdale va s'attacher ensuite à montrer quels sont les préjugés grâce auxquels de tels intérêts minoritaires peuvent s'imposer, quelles politiques économiques ils commandent et quels effets néfastes produisent ces politiques, notamment en termes de répartition des revenus.

3. La critique de la frugalité, de l'épargne forcée et de l'inégalité des possessions comme entraves au fonctionnement naturel de l'économie

L'une des principales croyances, aussi populaire qu'erronée, que Smith aurait contribué à propager consiste dans la valorisation de l'épargne et de la frugalité, lorsqu'il affirme notamment que, que l'on adopte sa conception (réelle) de la richesse ou celle (monétaire) des mercantilistes, « tout prodigue paraît être un ennemi de l'intérêt général, et tout homme économe un bienfaiteur de la communauté » ⁸⁴ (a). C'est largement grâce à cette croyance populaire, sanctionnée par l'autorité du père de l'économie politique, qu'ont pu être mises en place des politiques forçant l'épargne et l'accumulation. Lauderdale vise ici particulièrement le fonds d'amortissement (*sinking fund*) introduit par Pitt en 1786, qui dégénéra selon lui avec l'ouverture de la guerre contre la France en 1794 (b). Ce type de politiques, en favorisant une minorité d'individus déjà très fortunés, contribue à accroître les inégalités, que Lauderdale voit à la fois comme le symptôme et la cause du renforcement de ce système (c).

(a) L'épargne ne constitue pas un problème en soi, chez Lauderdale, mais elle peut le devenir lorsqu'elle ne résulte pas du libre choix de la population. C'est alors qu'elle peut occasionner un détournement des dépenses de consommation, qui se traduit par la suraccumulation de capital. Ce thème a sans nul doute un lien à la lecture faite par Lauderdale des physiocrates, dont il cite en particulier les *Maximes de gouvernement économique*, pour rappeler que « la constitution de fortunes

⁸¹ *Ibid.*, p. 220.

⁸² *Ibid.*, p. 221.

⁸³ *Ibid.*, p. 221-222. L'accumulation limiterait ainsi la demande effective au sens que Smith lui donnait au Livre IV de la *Richesse des nations* (et non à la page 70 du Livre I, comme le dit Lauderdale), c'est-à-dire la demande solvable déterminant les décisions de production et d'investissement (WN, IV, i, 12).

⁸⁴ WN, II, 3, 25)

pécuniaires arrêteraient la distribution d'une partie du revenu annuel de la nation et retiendrait une partie du pécule du royaume [...] : cette interception du pécule diminuerait la reproduction du revenu ».⁸⁵

La critique de l'excès d'épargne et de la frugalité se fait, chez Lauderdale, au nom d'une critique du système mercantile. La raison n'est pas explicite. Pour la comprendre il faut s'en remettre à l'ouvrage de Thomas Mun, *England's Treasure by foreign trade* de 1664, considéré par Smith lui-même comme le fondement théorique du système mercantile.⁸⁶ Chez Mun, la frugalité permet de moins importer, mais aussi d'exporter davantage puisque la population se prive de ressources qui sont désormais disponibles. La frugalité permet donc de générer les excédents de la balance commerciale. Elle permet en outre d'investir davantage pour produire plus et générer des excédents futurs. La frugalité est ainsi une vertu mercantile servant les intérêts de puissance de la nation, et non son bonheur, ce que Smith supposait d'ailleurs également quand il affirmait qu'« un homme frugal, ou un homme brûlant d'être riche, passe pour aimer l'argent ».⁸⁷ La frugalité ne peut donc pas être la vertu du système de la liberté naturelle. Dans ce système l'individu doit être libre de ses choix de consommation et d'épargne. L'objectif de Lauderdale, par suite, est de démontrer plus concrètement comment « la parcimonie, lorsqu'elle est poussée au-delà d'un certain degré, qu'elle soit privée ou publique, qu'elle soit la conséquence des goûts pervers des individus ou d'un système erroné de législation, doit être fatale au progrès de la richesse publique ».⁸⁸

(b) C'est à ce niveau que Lauderdale entreprend une critique approfondie de l'épargne forcée entraînée par les politiques économiques du gouvernement Pitt. Ce dernier défend, en reprenant les termes d'Adam Smith, le bien-fondé de cette politique consistant à favoriser « l'accumulation constante de capital, à laquelle on assiste partout à plus ou moins grande échelle, dans tous les cas où elle n'est pas entravée par une calamité publique ou par certaines politiques erronées et malveillantes, mais qui doit être bien visible et rapide dans tout pays étant parvenu à un état avancé de prospérité économique ».⁸⁹ Selon Lauderdale, ces politiques constituent en réalité le développement le plus récent du système mercantile, justifiées à travers la valorisation faite de l'épargne et de l'accumulation de capital financier, destinée à financer la dette publique et, en dernière instance, la guerre.

Lauderdale s'attaque en particulier à une législation de 1786 ayant conduit à l'installation d'un fonds d'amortissement (*sinking fund*) destiné à rembourser la dette publique britannique. La stratégie dont elle procède s'inscrit dans une longue histoire que Lauderdale fait passer par la Hollande, mais aussi par le Vatican⁹⁰ et

⁸⁵ *Ibid.*, p. 247-248.

⁸⁶ WN, IV, i, 7 et 10.

⁸⁷ WN, IV, i, 1.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 271.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 237. Cette paraphrase de Smith par Pitt est retournée par Lauderdale dans son *Plan for Altering the Manner of Collecting a Large Part of the Public Revenue, with a short Statement of the Advantages to be Derived from it* de 1799.

⁹⁰ Lauderdale, 1804, *op. cit.*, p. 229 et suivantes.

certaines cités-Etats italiennes.⁹¹ Ce nouveau dispositif diffère cependant nettement des expériences qui avaient déjà été conduites en Angleterre. Lors de la mise en place du premier fonds d'amortissement, dans les années 1730, il n'y eut, selon lui, aucune conséquence sur la consommation, puisque le fonds était constitué par des sommes provenant de la réduction des intérêts de la dette. Au contraire, le fonds d'amortissement voulu par Pitt est désormais alimenté par des impôts nouveaux sur la consommation, qui n'ont cessé d'augmenter avec l'intensification de la guerre contre la France, culminant avec la mise en place d'un impôt sur le revenu en 1799 (*Income Tax*), à laquelle Lauderdale s'opposa vigoureusement.⁹² Cette législation nouvelle opère donc un détournement des revenus individuels vers une épargne collective forcée administrée par l'Etat.

Aux yeux de Lauderdale, le *sinking fund* aurait selon toute vraisemblance dû conduire l'Angleterre à la ruine – en étouffant la demande privée et la demande effective, provoquant une baisse générale des prix et une diminution de la production –, s'il n'avait été adouci par les lois passées après la paix d'Amiens, et que l'impôt sur le revenu n'avait été abrogé, en 1803.⁹³ Il s'essaie d'ailleurs à décrire les étapes de cette chute théorique. D'abord, la déflation aurait surtout touché le peuple puisque l'épargne forcée par la mise en place du fonds d'amortissement et la levée de nouveaux impôts aurait engendré une baisse de la demande, une diminution accrue des prix, une diminution de la production et donc une baisse de la richesse publique. Elle aurait par la suite entraîné une diminution des richesses privées, et donc des profits, puis des investissements productifs.⁹⁴ Pour faire face à la diminution des profits, les industriels auraient tenté de comprimer les salaires, ce qui aurait encore amplifié la récession. L'une des ruses du système mercantile, sur lesquelles Lauderdale revient à plusieurs reprises, consiste ici à faire passer ces baisses de prix « comme les effets de l'abondance, alors qu'elles sont en réalité la conséquence d'un effondrement de la demande ».⁹⁵

Une fois les richesses du peuple dramatiquement réduites, les commerçants et les industriels seraient donc eux aussi peu à peu conduits à la ruine. Mais ils pourraient alors adopter, en particulier les plus importants d'entre eux, une autre stratégie, consistant à déplacer leurs capitaux vers la sphère financière, précisément celle des emprunts publics, lesquels présenteraient des rendements plus élevés que les taux de profit du capital physique, grâce aux ristournes accordées par le gouvernement. Pour parvenir à assurer ses rendements élevés, l'Etat devrait toutefois multiplier les impôts, notamment sur la consommation, ce qui accélérerait la diminution de la demande privée et précipiterait la ruine du système.⁹⁶

⁹¹ Lauderdale, 1794, *Letters to the Peers of Scotland*, p. ?

⁹² Lauderdale, 1799, *op. cit.*

⁹³ Précisément par 42 Geo. III cap. 71. Voir Lauderdale 1804, *op. cit.*, p. 260-261.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 250. Cette baisse initiale de la demande aurait toutefois été limitée par les dépenses de guerre, ce qui permet à Lauderdale d'expliquer la dépendance du régime de Pitt au maintien d'une guerre permanente (*Ibid.*, p. 244). L'argument est développé dès ses *Letters to the Peers of Scotland* de 1794.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 264.

⁹⁶ Cette théorie est élaborée par Lauderdale dès son discours de 1796, donné un mois après la publication du *Decline and Fall of the English System of Finance*, de Thomas Paine, dont il rejoint les conclusions. L'index de sa bibliothèque indique que Lauderdale possédait cet ouvrage, qui n'y a pas

Celle-ci se caractériserait finalement par la hausse des annuités des emprunts publics, symétrique à la forte diminution des taux d'intérêt. Certains propriétaires du capital financier partiraient alors à l'étranger, sauvant ainsi leurs fortunes et appauvrissant encore plus la nation, tout en renforçant les concurrents français. Dans le même temps, la baisse des taux d'intérêt engendrerait la multiplication des projets d'investissement risqués des faiseurs de projets qui ne trouvaient pas de financement au préalable. On assisterait alors à une nouvelle suraccumulation, condamnée dès le départ par la nature viciée de leurs projets et l'insuffisance de la demande.⁹⁷

Pour conclure, on s'est « joué »⁹⁸ du parlement en lui faisant miroiter le « rêve doré »⁹⁹ consistant à s'affranchir du fardeau de la dette publique en épargnant une partie du revenu national en vue de l'accumuler :

Car le fonds d'amortissement, dérivé de cette illusion, ne peut jamais permettre d'accumuler un montant égal à la dette de la nation, sans ruiner le pays. Mais son existence a grandement facilité la contraction de nouvelles dettes, c'est-à-dire qu'elle a permis aux dirigeants du gouvernement de totalement perturber la distribution naturelle, la plus avantageuse, de la propriété de ce pays — cette distribution qui, donnant au propriétaire le plus grand intérêt réel en la propriété qu'il doit gérer, fournit le plus grand encouragement aux efforts d'industrie qu'il lui consacre, qui profite indifféremment au propriétaire et au public.¹⁰⁰

On peut encore souligner, à la lumière de ce passage, à quel point il paraît difficile de présenter Lauderdale comme l'annonciateur de Keynes. A ses yeux, c'est d'abord l'intervention du gouvernement qui a plongé le pays dans la déflation. En outre, il a peu confiance dans l'action de l'Etat pour en sortir. Le seul véritable moyen qui permettrait d'accroître les richesses serait de laisser faire la demande privée et de ne pas la contraindre.

Pour Lauderdale, la demande est première. Le seul moyen d'enrichir la nation est d'adapter l'appareil industriel à cette demande, c'est pourquoi l'accumulation à marche forcée ne peut pas générer de croissance harmonieuse. Au contraire elle multiplie les risques de déflation.¹⁰¹ Il faut donc laisser s'exprimer la demande privée en ayant à l'esprit qu'il n'existe pas un seul modèle de croissance qu'il faudrait imposer, mais que celui-ci dépend de la distribution du revenu et des préférences propres à chaque nation¹⁰² :

été conservé cependant. Lauderdale possédait en fait la quasi-totalité de l'œuvre de Paine (conservée notamment dans sa bibliothèque politique, à l'Université Waseda de Tokyo), et les nombreuses annotations que l'on y trouve, ainsi que les thèmes communs aux deux auteurs, laissent penser que Paine a joué un rôle important dans le développement de sa pensée.

⁹⁷ *Ibid.*, p. 250-252.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 270.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 270.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 270.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 266-267.

¹⁰² *Ibid.*, p. 344.

Any attempt to state the precise distribution of wealth which tends most to encourage the production of wealth, would be liable to the same criticism that the Author of the Wealth of Nations has made on that table or formula, which the oeconomists presented to the world as accurately displaying the order of expenditure most advantageous to the community. Dr. Smith has truly said, that, as there are many regimens under which the human body may enjoy health, so a country may enjoy, to a certain degree, prosperity under very different circumstances.¹⁰³

Il s'agit donc de « laissez-faire » la demande et de s'opposer à l'épargne forcée tant au niveau des politiques tendant à « une accumulation forcée et régulière »¹⁰⁴ du capital, qu'au niveau des décisions privées. Il ne faut pas promouvoir un système de valeurs favorisant la frugalité, conduisant à ce que les individus se contraignent à épargner et accumuler.

(c) Une fois la critique de l'épargne forcée bien établie, Lauderdale se penche plus en détail sur les déterminants de la demande. La première chose qu'il met en lumière est que la richesse accroît les désirs, et que son augmentation n'a donc pas d'effet direct sur le bonheur.¹⁰⁵ Il soutient par suite que l'enrichissement général engendre davantage de demande et qu'une certaine égalité des possessions est plus favorable à la demande et à la croissance de la production de richesse publique : « In general, however, it may be observed, that great inequality of fortune, by impoverishing the lower orders, has every where been the principal impediment to the increase of public wealth ».¹⁰⁶

Prenant la France d'Ancien Régime en exemple, il rappelle en s'appuyant sur Plumard de Dangeul que les inégalités de fortune freinent la croissance.¹⁰⁷ La distribution des richesses joue ainsi un rôle essentiel dans la détermination de la demande, « oriente la direction du travail et le distribue de telle manière à produire une variété de biens industriels correspondant aux besoins et aux désirs liés eux-mêmes aux habitudes auxquelles le pouvoir d'en jouir a donné naissance ».¹⁰⁸ Et même plus : « La distribution des richesses ne se borne point à régler et à diriger le cours de l'industrie, à décider de la nature, de la condition et de la qualité de ses produits ; elle influe même sur la population, et favorise ou en gêne les progrès par toute la terre ».¹⁰⁹

Clairement, une répartition plus égalitaire de la richesse permet de favoriser la croissance de la richesse publique, « en soutenant une demande régulière et progressive sur le marché intérieur, et de façon encore plus efficace, en fournissant à ceux dont les habitudes sont susceptibles de créer un désir de suppléer au travail, le pouvoir de l'exécuter ».¹¹⁰ Lauderdale devrait dès lors se montrer favorable à une amélioration des salaires ouvriers, sur laquelle il s'est très peu prononcé dans sa

¹⁰³ *Ibid.*, p. 345.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 232.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 309.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 345.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 343.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 342.

¹⁰⁹ Lauderdale, 1808, *op. cit.*, p. 259-260.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 349-350.

carrière parlementaire, et même s'il ne propose pas véritablement de mesure pour y parvenir, à l'exception de mesures fiscales. Ses développements constituent en un sens un dépassement de Smith, qui supposait que les inégalités sont un moindre mal de l'enrichissement général.¹¹¹ Il affine en outre les positions smithiennes selon lesquelles la croissance, comme la division du travail, serait limitée par l'étendue du marché, que Smith percevait essentiellement dans une optique géographique.¹¹² Lauderdale propose ainsi implicitement une nouvelle acception de l'aire de marché, qui n'est plus spatiale, mais qui serait prise comme synonyme de demande solvable.

Ces critiques des inégalités rejoignent aussi certaines positions qu'il a pu prendre dans l'arène parlementaire, en particulier son opposition à l'impôt sur le revenu, qu'il proposa de remplacer par un impôt sur les successions, permettant de lutter contre l'accaparement des richesses et des moyens de productions. Dans ses *Recherches*, il se prononce également en faveur d'un impôt sur le capital, pour que l'accumulation vise véritablement à abrégé ou suppléer le travail. Reprenant Mun, Lauderdale souligne également que l'argent est comme le fumier et qu'il faut le répandre, et donc désinciter son immobilisation. Le capital doit ainsi être répandu dans la nation, mais aussi à un niveau international pour favoriser l'enrichissement mondial.

C'est ici le cosmopolitisme de Lauderdale qui apparaît contre les positions mercantiles proposant des politiques profitables au seul Royaume, contre le reste du monde. Il est également favorable à l'entière liberté de commerce : à la fois intérieure, afin de lutter contre les prohibitions commerciales à la source de l'avènement de monopoles néfastes à la croissance de la richesse publique, mais aussi internationale, pour fait émerger une demande nouvelle et permettre l'enrichissement général.¹¹³ Très critique de la dangereuse domination exercée par l'Empire britannique, Lauderdale souhaite ainsi, comme au plan interne, que la production puisse s'adapter sans entrave à une demande internationale librement exprimée, pour parvenir à un développement mondial harmonieux.

Conclusion

Si Lauderdale peut bien être présenté comme un penseur critique de Smith et, dans une moindre mesure, des physiocrates, ses *Recherches* visent en fait davantage à préciser les thèses de ces auteurs, dont il s'inspire, pour s'attaquer au même ennemi qu'eux : le système mercantile. Il est sans doute particulièrement net chez Lauderdale que sa pensée s'est construite au gré des oppositions aux manifestations de ce système, qu'il a identifiées au long de sa carrière politique, alors qu'elles étaient présentées comme « libérales », et souvent comme résultant de l'application

¹¹¹ WN, I, i, II.

¹¹² Voir WN, I, III, et WN, IV, i, 32-33.

¹¹³ Lauderdale, 1804, *op.cit.*, p. 353 et suivantes.

des principes énoncés par Adam Smith. On peut ainsi interpréter son œuvre, tant politique qu'économique, à l'aune de ces oppositions, alors que sa propre position dans l'arène parlementaire évolua très fortement des années 1780 à la fin de son activité, au lendemain du *Reform Act* de 1832.

Au Lauderdale des premiers écrits sur la finance, puis à celui de la publication de son œuvre théorique majeure, succéda un troisième Lauderdale, si l'on peut dire. Après la mort de Pitt en 1806, il retourna à la chambre des Lords et accéda à des fonctions politiques majeures. Nommé la même année membre du *Privy Council* et ambassadeur plénipotentiaire du Roi pour négocier un traité de Paix avec Napoléon et Talleyrand, il continua au cours des années suivantes de publier des essais économiques, principalement au sujet du retour à la convertibilité-or et des Corn Laws, mais aussi sur les questions commerciale et coloniale. Son retour en grâce fut en partie lié à sa proximité avec George IV, dont il assura la défense dans le procès de la Reine Caroline qui suivit son couronnement, en 1820. C'est à ce moment que Lauderdale rejoint le parti tory, dont il s'était rapproché des principaux meneurs, en particulier de Huskisson.

Ce retournement politique, ajouté à son soutien aux Corn Laws, à sa défense d'une monnaie convertible en métal précieux ou encore à son opposition au *Reform Act* de 1832, ont conduit certains historiens à le présenter comme un personnage instable et ambigü, ayant troqué le costume de libéral révolutionnaire de sa jeunesse contre celui d'un conservateur extrême.¹⁴ D'autres ont estimé que les positions prises par Lauderdale dans la dernière partie de sa carrière avaient été guidées par son opportunisme, et n'étaient pas représentatives de sa pensée.¹⁵ D'autres encore ont avancé qu'au contraire, le système de pensée construit par Lauderdale dans ses *Recherches* ne pouvait s'accorder avec le radicalisme de sa jeunesse, et que son cheminement devait nécessairement le conduire à adopter une position conservatrice.¹⁶

Ces interprétations sont généralement allées de pair avec la volonté, qui domine l'histoire de la pensée de cet auteur « mineur », de la rattacher à tel ou tel courant de pensée : en tant que représentant d'une tradition anti-ricardienne dans le sillage de Malthus, comme un précurseur des conceptions de Keynes sur le rôle de la demande, ou encore comme un économiste autrichien avant l'heure.

L'opinion défendue par les auteurs de cet article est que, s'il est évident que certaines positions prises par Lauderdale ont été guidées par ses intérêts du moment, en fonction des termes du débat public, il existe plusieurs lignes de force qui traversent l'ensemble de son œuvre, qui s'est construite contre les oppositions politiques qu'il a rencontrées, et en cela peut effectivement présenter certaines incohérences ou transformations assez surprenantes, pour celui qui les contemple

¹⁴ Voir par exemple la revue faite par William D. Grampp de l'ouvrage de M. Paglin, 1961, *op. cit.*, dans l'*American Economic Review*, 1962, vol. 52, n°1.

¹⁵ C'est le point de vue d'Herbert Thomson, dont l'étude porte surtout sur les écrits de jeunesse de Lauderdale. Seul l'opportunisme permet d'expliquer selon lui ses prises de position favorables au commerce d'esclave et au Corn Laws (Thomson, 1970, *op. cit.*, p. 364-365 et p. 379).

¹⁶ Cette vision est principalement portée par Morton Paglin, qui a cherché à associer Lauderdale et Malthus au sein d'une tradition anti-ricardienne, en se penchant essentiellement sur l'*Inquiry* et ses écrits postérieurs.

de l'extérieur. Mais ces lignes de force ne correspondent que très imparfaitement aux thèses des écoles ou grands auteurs auxquels on a tenté de le rattacher. Ainsi en va-t-il, notamment, de l'idée directrice de son œuvre de 1804, selon laquelle il existe une fine trajectoire « naturelle » d'équilibre – quasiment impossible à atteindre mais vers laquelle il faut tendre – entre les demandes de la population et les moyens déployés par les industriels et les commerçants pour y répondre, qui traverse l'ensemble de sa pensée et de son engagement, de ses écrits de jeunesse à sa maturité.

Cette idée implique cependant, pour être applicable, que l'on dispose des moyens de faire émerger les préférences de la communauté et d'empêcher les valets du système mercantile de manipuler à leur profit l'appareil industriel, commercial et financier. Et ces moyens diffèrent en fonction de la configuration des multiples questions politiques, économiques et sociales qui se posent pendant les guerres de la Révolution, au lendemain de la chute de l'Empire ou du massacre de Peterloo. Le prisme des débats, et plus encore celui des adversaires, par rapport auxquels Lauderdale a été conduit à se positionner apparaît tellement complexe et évolutif, que l'on comprend bien pourquoi sa pensée résiste à être rangée dans l'un ou l'autre courant générique. Elle n'en est pas pour autant incohérente. Ainsi, l'appel au concept de nature, qui y joue un rôle central, peut permettre de rattacher Lauderdale au libéralisme classique, tandis que sa peur des forces qui la menacent en permanence renvoie plutôt à la pensée de Hobbes, ou même de Machiavel.

Si l'œuvre de Lauderdale se prête sans doute, à ce titre, particulièrement mal à l'usage des catégories en histoire de la pensée économique, il est probable que ce constat soit valable pour un très grand nombre d'auteurs et de textes, vis-à-vis desquels elles n'ont au mieux qu'une vague utilité heuristique.